

## Citation du Comité du Prix de la Fondation Mo Ibrahim



Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, est le lauréat 2020 du Prix Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique.

Après une discussion approfondie, le Comité du Prix de la Fondation Mo Ibrahim a considéré que, confronté au cumul de défis nationaux et régionaux sans précédent, le président Issoufou a fait preuve d'un leadership exceptionnel.

Le président Issoufou a marqué l'histoire du Niger. Il s'est retiré après deux quinquennats présidentiels, démontrant ainsi son respect absolu pour la constitution et sa conviction que la priorité doit être donnée à l'état de droit. Sa décision a ouvert la voie à la toute première transition démocratique du pouvoir au Niger. C'est une étape majeure pour un pays qui a subi quatre coups d'État depuis son indépendance en 1960.

Le président Issoufou a été élu démocratiquement pour la première fois en 2011, après plusieurs années de régime militaire au Niger. Il a hérité de l'un des pays les plus pauvres du monde, confronté à un cumul de défis apparemment insurmontables.

Pays enclavé dans une région fragile, le Niger était ravagé par une crise alimentaire extrême provoquée par une sécheresse particulièrement sévère. La désertification croissante du pays, l'accélération de la croissance démographique, l'omniprésence d'une malnutrition aiguë, la fragilité des institutions, combinées avec la progression régionale du terrorisme et de la criminalité avaient intensifié instabilité et insécurité.

Le président Issoufou a fait face à cet écheveau complexe avec détermination et courage.

Tout au long de son mandat, il a maintenu son pays sur la voie du progrès économique. Dans un contexte de forte croissance démographique, la proportion de Nigériens vivant sous le seuil de pauvreté est tombée à 40 %, contre 48 % il y a dix ans.

Entre 2011 et 2019, le PIB du Niger est passé de 8,7 à 12,9 milliards de dollars, permettant ainsi une progression de 16,1 % du PIB par habitant. Cette évolution doit beaucoup au programme présidentiel de transformation des infrastructures, portant notamment sur la construction d'hôpitaux, d'universités et d'un aéroport international. Ardent défenseur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le président Issoufou a fortement contribué à la promotion de l'intégration économique du continent.

Confronté à la montée de l'extrémisme violent, le président Issoufou a fait preuve d'une volonté politique et d'un engagement inébranlables. Il a fait entendre la voix du Sahel au Conseil de sécurité des Nations Unies en tant que membre non permanent, et joué un rôle de premier plan dans le renforcement de la coopération régionale et internationale autour de cette région fragile.

Les données issues de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) soulignent les réussites du président Issoufou. Au cours de ses dix années de présidence, le Niger a progressé dans de nombreux domaines, notamment dans chacune des quatre composantes de la catégorie *Développement humain*- Santé, Éducation, Protection sociale, Environnement. Le Niger est ainsi l'un des pays africains qui a le mieux réussi à réduire la mortalité infantile et maternelle. Il figure également parmi les dix pays qui ont réalisé la plus forte progression dans le renforcement des opportunités socio-économiques pour les femmes.

Bien sûr, beaucoup reste à faire. La détérioration enregistrée au cours de son second mandat dans les catégories *Sûreté et Sécurité* et *Participation* met en évidence les sérieux obstacles au progrès durable du pays. Mais le président Issoufou a mis en place des bases solides sur lesquelles le Niger peut désormais construire, tout en continuant à jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la stabilité régionale et le renforcement de l'intégration économique.

Surtout, le président Issoufou s'est de manière constante posé en champion de la démocratie et du respect de la règle constitutionnelle, au Niger comme dans les enceintes régionales et continentales. Son exemple montre que, quels que soient l'ampleur et la multiplicité des défis auxquels ils sont confrontés, les dirigeants d'un pays peuvent mener à bien leur mission dans le plus grand respect à la fois des citoyens qu'ils servent et de l'état de droit.